

Un cas d'école : Delphine BATHO

Voici un ministre, femme et socialiste, qui à l'occasion de la préparation du budget 2014 est privée de 7% de ce dont elle a disposé en 2013. Elle dit haut et fort que son ministère en charge de la priorité écologique du gouvernement ne pourra donc pas faire face aux exigences de cette priorité. En quelques petites heures, elle est « démissionnée » par le Premier Ministre et le Président de la République.

De bonnes âmes disent que c'est bien fait pour elle ; qu'avant l'annonce des projets d'enveloppes budgétaires, elle aurait dû en parler avec le Premier Ministre, ce qu'elle n'a pas fait, prétendent-elles.

La dame riposte.

Chaque fois qu'elle, ministre, a demandé à rencontrer le chef du gouvernement pour parler budget, les conseillers de celui-ci l'ont dissuadée d'insister.

Elle signale aussi qu'un gros industriel qui fabrique des tuyaux pour les forages du pétrole et du gaz de schiste, qui a donc intérêt à voir réduite l'efficacité du ministère de l'écologie, s'il veut faire son *business* sans trop d'entraves et avec le plus de profits possibles, est marié à une énarque ; une énarque de la promotion Voltaire, comme le Président ; que cette personne est, par un hasard entièrement fortuit*, dans le cercle des conseillers du Président.

Outre le sexisme des deux dirigeants de l'exécutif qui ont mis beaucoup plus de temps à vider CAHUSAC, une vraie vermine, que Madame Delphine BATHO, les commentaires de cette dernière à propos de son limogeage révèlent trois choses :

1. que le silence est devenu un mode de gouvernement ;
2. que l'énarchie a pris les commandes de l'Etat au lieu d'être à son service ;
3. que les conflits d'intérêt se manifestent dans les tout premiers cercles de la Présidence.

Mais tout cela est dans la « normalité », n'est-ce pas, puisque c'est sous cette qualité que François HOLLANDE entend conduire sa mandature présidentielle.

A vrai dire, cette « normalité » a gagné l'ensemble des structures de l'Etat.

Ainsi, le SNCA e.i.L. Convergence l'expérimente chaque jour au sein de l'Education Nationale.

1. Sans doute sa nature de micro-syndicat autorise-t-elle, du moins le croient-ils, le silence méprisant que lui opposent, dans la plupart des cas, le Cabinet du Ministre de l'Education Nationale et sa DGRH. ;
2. Outre que des énarques se retrouvent à la tête de rectorats, non plus en tant que secrétaire général, mais en tant que Recteur exerçant une fonction politique et pédagogique, il y a, en permanence, l'ingérence des syndicats administratifs. Ainsi, le SNPDEN, qui plus qu'un syndicat est une sorte de *jockey club* des personnels de direction, fait passer les dossiers de ceux de ses membres pour l'attribution d'un établissement, avant les autres sans se préoccuper du barème, voire du classement quand il s'agit du concours de recrutement. **Le clientélisme s'est définitivement substitué au mérite républicain avec la complicité de l'encadrement hiérarchique**

et de la DGRH qui voilent cette iniquité sous le beau nom de « nécessité de service » !

3. La corruption est bien au cœur et à la tête de l'Education Nationale.

4.

Le tragique de ces affaires, c'est qu'elles paraissent en effet « normales » tant le discours politique imprégné par les exigences européennes, elles-mêmes soumises aux intérêts de la spéculation financière et de l'idéologie libérale, assimile le mandat électoral à un « métier»**, pour ne pas dire plus crûment à un « *business* ». Et ce discours entre dans nos têtes, dont l'esprit critique est sinon anesthésié du moins résigné tant ceux qui le débitent sont sûrs d'eux et arrogants.

Cette corruption ambiante qui gangrène l'appareil d'Etat et son administration, bénéficie à des politiques qui font carrière, qu'ils soient médiocres ou pas d'ailleurs, même si la médiocrité est encouragée par la baisse du niveau des exigences morales, et à de hauts fonctionnaires qui détournent, quelquefois sans même s'en rendre compte, les vrais principes et les vraies valeurs de la République.

A commencer par la Laïcité. Car où est-elle quand l'intérêt particulier de carriéristes occulte à ce point les véritables missions de la République ?

Donc, le SNCA e.i.L. Convergence n'hésite pas à dire que ces carriéristes sont les receleurs du produit de cette corruption des valeurs et des principes républicains.

Le recel, lié au vol, est, comme le vol, un délit qui relève de la correctionnelle : il serait temps que nous appelions les choses par leur nom.

C'est la raison pour laquelle le SNCA e.i.L. Convergence demande que la justice poursuive, au même titre qu'elle poursuit ceux qui fraudent l'Etat, et par conséquent la République, ceux qui recèlent les avantages qu'ils tirent de la corruption de l'Etat, à tous les niveaux de son fonctionnement.

** Le hasard existe-t-il ? Vaste question existentielle à laquelle le SNCA e.i.L. Convergence répond : non !*

*** Le SNCA e.i.L. Convergence tient au sens des mots et respecte aussi bien le mot « métier » que les mots « mandat électoral ». Mais lorsqu'il y a confusion plus ou moins volontaire entre eux et leur signification, alors la démocratie est en danger.*